

Une tuile de près de 3 milliards pour le budget 2019

2,66

milliards d'euros

C'est, d'après le groupe d'experts du comité de monitoring, le montant de l'effort structurel à réaliser par le gouvernement Michel pour boucler le budget 2019 et respecter la trajectoire prévue dans le cadre du Programme de stabilité si cher à la Commission européenne. Même si cela n'a jamais été confirmé officiellement par les partenaires de la "suédoise", ce montant est sensiblement plus élevé que ce à quoi s'attendait le gouvernement à la fin juin.

■ Le rapport du comité de monitoring prévoit pour l'instant un trou de près de 3 milliards à combler pour boucler le budget 2019.

■ Le conclave budgétaire sera délicat.

■ Il ne faut pas entraver la relance.

On savait que le conclave budgétaire qui s'annonce ne serait pas une partie de plaisir. D'abord, le Bureau fédéral du plan (BFP) avait projeté qu'il faudrait trouver 4,6 milliards d'euros pour respecter les exigences européennes du Pacte de stabilité pour 2019. Ensuite, la Cour des comptes avait critiqué le flou du rendement de certaines mesures et les incertitudes sur certaines recettes fiscales. Concrètement, le gouvernement pourrait avoir gonflé un peu artificiellement le montant des versements anticipés pour sa part "structurelle". Des changements de règles, notamment, avaient incité les entreprises à verser de manière anticipée leur dû au Trésor public. Très bien, mais pour établir le budget, il faut tenir compte des effets conjoncturels, ou structurels, pas des effets "exceptionnels". Même la Commission européenne, à bonnes sources, doute de l'hypothèse gouvernementale de considérer cette croissance des versements anticipés à 50% pour "structurelle". Enfin, le tassement certes léger mais réel de l'économie belge est aussi de nature à assombrir quelque peu le tableau avant d'entamer les travaux budgétaires.

L'affaire se corse, disait-on: tout le monde attendait au niveau gouvernemental le rapport du comité de monitoring, qui fixe grosso modo les obligations à remplir si l'on veut respecter ce fameux Pacte de stabilité, avant de se lancer dans la conception du budget 2019. L'affaire se corse, parce que l'hypothèse de travail sur laquelle, à bonnes sources, le gouvernement disait travailler il y a quelques jours

(lire "La Libre Belgique" du 28 juin) – entre 1 et 1,5 milliard d'euros – vient d'être balayée par ledit comité de monitoring.

Le "facteur d'autonomie" en cause

Le montant est le double, d'environ 3 milliards d'euros. Pour être précis, le rapport du comité de monitoring explique que si le gouvernement maintient ses hypothèses de travail, il va devoir livrer un effort structurel de près de 2,66 milliards d'euros en 2019, 6,68 milliards en 2020 et 8,10 milliards en 2021 pour respecter la trajectoire inscrite dans le Pacte de stabilité pour les années 2018 à 2021. Le solde de financement nominal pour 2019 affichant pour sa part un déficit de 5,864 milliards d'euros. Du côté du cabinet de la ministre du Budget, Sophie Wilmès (MR), on explique que "cet effort était connu et anticipé".

Selon le comité de monitoring, l'un des facteurs d'aggravation du trou à combler pour 2019 vient du facteur d'autonomie, qui fixe la clé de répartition des transferts entre Régions. Pour faire simple, environ 1,4 milliard d'euros de bonus est pris en compte dans le budget de l'Etat fédéral pour les années 2015-2017. Mais pour la suite, et pour le budget 2019, l'Etat ne pourra plus compter dessus. Ce n'est pas la seule source qui se tarit. Le cas des versements anticipés, qui interpelle aussi la Commission européenne, est lui aussi pointé du doigt. En caricaturant, le comité de monitoring estime que la part structurelle de la hausse des versements anticipés est sans doute trop élevée. Enfin, considérant que les Régions allaient profiter du *tax*

8,1

milliards d'euros

Le montant de l'effort structurel à réaliser en 2021 pour se conformer au Programme de stabilité européen.

shift, le fédéral avait tenu à faire contribuer les Régions à hauteur de 460 millions d'euros. Le hic, c'est que ce montant n'est pris en compte nulle part. Dans ce cas, l'Etat est (pour l'instant) tenu pour responsable.

Sur les causes de la dégradation de la trajectoire budgétaire, la ministre du Budget relève trois points d'attention: "Comme expliqué à plusieurs reprises depuis plus d'un an, il s'agit principalement d'un effet d'écho d'1,4 milliard d'euros consécutif à la fixation définitive du facteur d'autonomie en 2018. La poursuite du *tax shift* affecte aussi notre trajectoire. C'est un choix délibéré de ce gouvernement qui rend ainsi 1,5 milliard d'euros supplémentaire de pouvoir d'achat aux travailleurs. Les revenus les plus faibles verront leur salaire net augmenter d'un peu moins de 150 euros par mois par rapport au début de la législature. En parallèle, la réduction du taux facial de 25% pour les cotisations patronales concernera plus de travailleurs en 2019. Enfin, on observe une augmentation des dépenses primaires – 1,4 milliard d'euros – due principalement à des indexations et des effets volume en 'Pensions' (429) ainsi

qu'en 'Intégration sociale' (136) mais aussi une hausse de la dotation aux communautés (403)."

Le conclave budgétaire s'annonce délicat. Reste à voir comment le gouvernement va réussir à trouver ces milliards sans entraver la relance économique qui lui est si chère... "L'un des principaux arbitrages qu'il faudra examiner, c'est celui sur l'effort à réaliser pour respecter l'équilibre budgétaire en 2020", nous confie un partenaire gouvernemental. En d'autres mots, il s'agira de voir si l'effort sera équitablement réparti ces deux prochaines années pour atteindre l'équilibre promis en 2020.

François Mathieu

“La faute de ce gouvernement, c'est d'avoir cru aux effets retour”

Entretien Frédéric Chardon

Ahmed Laaouej est le chef du groupe PS, dans l'opposition, à la Chambre. Il est aussi un spécialiste en finances publiques. Il décrypte les informations apportées par le rapport du comité de monitoring.

Le fédéral a un trou de 3 milliards d'euros à combler pour 2019. Comment analysez-vous cette nouvelle ?

Le gouvernement est rattrapé par ses mensonges budgétaires depuis quatre ans. A chaque fois, ses chiffres sont soit gonflés du côté des recettes soit sous-estimés du côté des dépenses... Et puis, il y a aussi toutes ces tromperies sur le rendement de mesures fiscales que la majorité prend, tous ces couacs notamment dans les rapports financiers avec les Régions. Il y a une incurie, une incapacité à lutter contre la grande fraude fiscale en particulier. Je pense par exemple à la taxe Caïman qui est censée rapporter 500 millions d'euros mais qui, en réalité, n'en rapportera que maximum 50 millions. Idem pour la taxe sur les comptes-titres: les ministres fédéraux voulaient 250 millions, mais la Commission européenne leur a dit que ça ne serait pas plus de 170 millions. Et l'augmentation des accises, notamment sur les spiritueux, a même engendré de moindres recettes...

Mais quel intérêt l'équipe de Charles Michel aurait-elle à gonfler ces chiffres ? A chaque exercice, le trou à combler crée une mauvaise image en termes de gestion...

Ils sont complètement aux abois. Pourquoi en est-on là ? Car leur politique économique est en échec. Leur fameux *tax shift*, c'est plus de 9 milliards d'euros en réduction de cotisations sociales et en réduction de l'impôt sur les reve-

nus. Au début de la législature, ils nous disaient: ce n'est pas grave si on ne le finance pas – et en effet, ce n'était pas financé à concurrence de 6 milliards – car, avec les effets retour, cela va se financer tout seul. On allait créer tellement d'emplois que, les recettes fiscales augmentant, le trou du *tax shift* allait être comblé automatiquement. En fait, non. La croissance ne décolle pas. Elle est même en recul. Et les recettes fiscales qui devaient être induites par le *tax shift* ne sont pas là non plus. Résultat: le gouvernement traîne comme un boulet, d'année en année, le déficit budgétaire qu'il a creusé lui-même avec le non-financement du *tax shift*. La grande faute politique de ce gouvernement, c'est d'avoir cru à la magie des effets retour.

Pourtant, à chaque conclave budgétaire, le gouvernement arrive à un accord et "rebouche" le déficit.

Ah non, ils prétendent y arriver... Nuance. Ils font un conclave, puis ils se rendent compte qu'ils n'y arriveront pas et se mettent d'accord pour annoncer des choses qui n'existent pas. Ils sont dans le mensonge budgétaire permanent. Le gouvernement fédéral avait annoncé un retour à l'équilibre en 2018... Et là, on sait qu'il faudra trouver 8,4 milliards d'euros d'ici 2020 pour respecter la trajectoire du pacte de stabilité. Dès l'année prochaine, ils vont devoir à nouveau sabrer dans les dépenses publiques et dans la sécurité sociale. Ils pourraient être à nouveau tentés par des augmentations de taxes sur la consommation. Dois-je rappeler qu'ils ont augmenté la TVA sur l'électricité ou encore les accises sur le diesel ?

Ahmed Laaouej

Chef de groupe PS
à la Chambre.